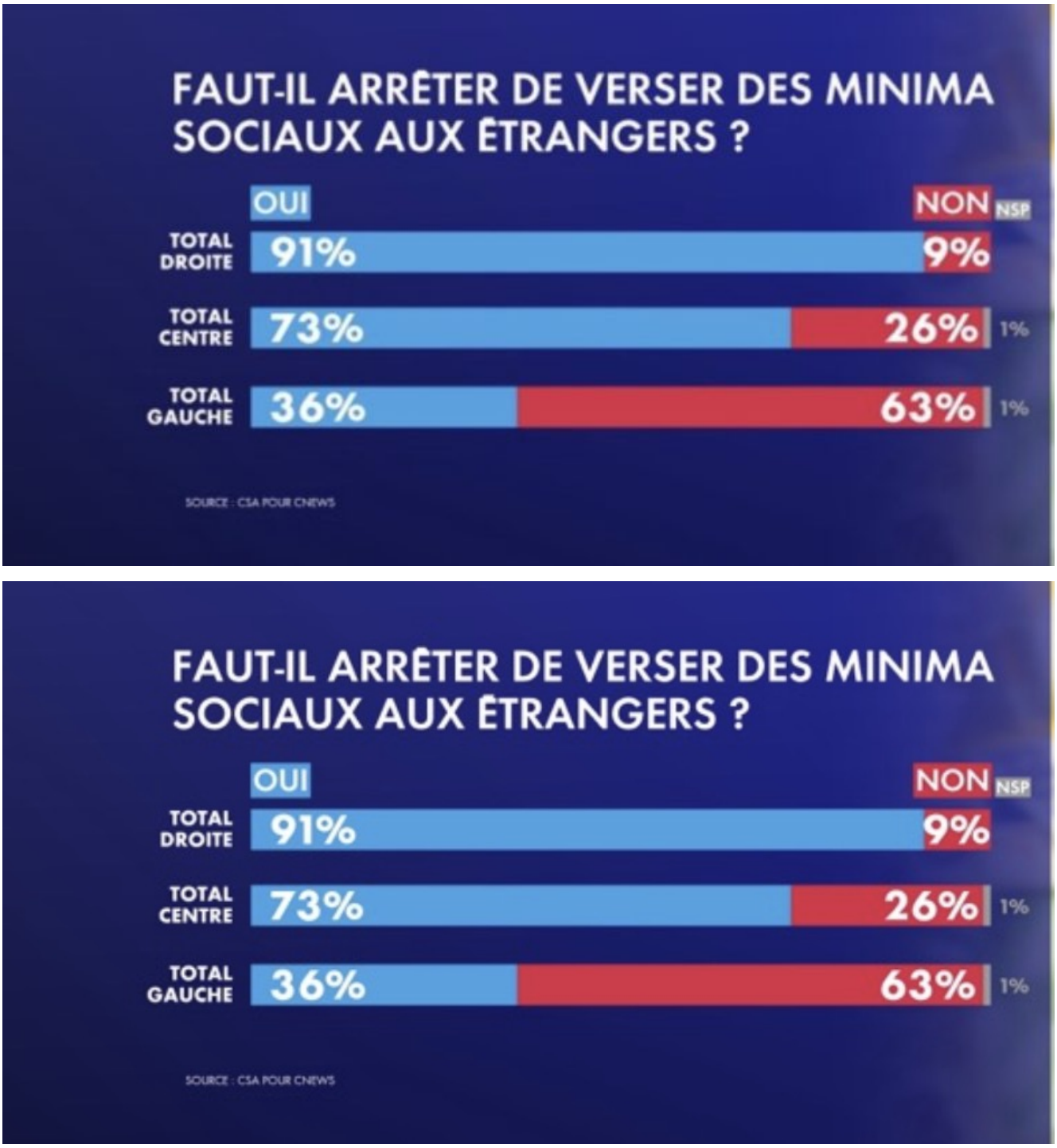
Supprimer les allocations aux étrangers ?

écrit par Pierre Duriot | 17 septembre 2024



FAUT-IL ARRÊTER DE VERSER DES MINIMA SOCIAUX AUX ÉTRANGERS ?
OUI
NON
NSP
TOTAL DROITE
91%
9%
TOTAL CENTRE
73%
26%
1%
TOTAL GAUCHE
36%
63%
1%
SOURCE : CSA POUR CNEWS

Ci-dessus, sondage CSA du 16 novembre 2023 pour CNews

A la faveur des difficultés financières de la France, savamment orchestrées par l'équipe Macron qui mélange incompétences et soumission à des diktats extérieurs, ceux

de Davos puisque tout en monde en parle et que ses promoteurs ne se cachent même plus, Zemmour, Bardella et quelques autres reviennent sur la nécessité de réguler l'immigration à destination de la France, notre pays se posant en terre d'asile aux largesses impensables, qui fait que tous les migrants de la zone arabo-afro-musulmane viennent en terre chrétienne, avec non seulement la certitude d'obtenir des aides financières n'existant pas ailleurs, mais en plus, l'autre certitude de pouvoir ne pas lâcher le moindre lest quant à la culture musulmane et même celle de pouvoir l'imposer au pays d'accueil qui à force de « respect », passe dans la soumission pure et simple. Une dernière enquête montre qu'environ la moitié de ces migrants travaille : trop peu pour justifier l'accueil débridé de tout le monde.

Zemmour propose ni plus ni moins que de supprimer toute forme d'allocation aux étrangers. C'est ce que nous préconisons depuis des années au RPF, demandant que la seule venue possible en France, le soit à ses frais. Ce n'est pas une mesure d'extrême droite, comme l'explique l'extrême gauche dont le fonds de commerce semble devenu l'islamisation du pays. Et pour cause, la très grande majorité des pays du monde pratique ce type de mesure à destination des étrangers désireux de s'installer chez eux. Sans parler des pays musulmans eux mêmes, qui même très riches, ne versent pas le moindre centime, posent des exigences de revenus pour les arrivants, leur interdisent des pans entiers de l'activité économique, des secteurs du territoire et même les cantonnent dans des zones d'habitat réservées, comme en Arabie-Saoudite par exemple, sans que cela ne gêne en rien l'extrême gauche française habituée du grand écart idéologique.

Bien sûr que la fin des allocations doit être la base, mais il faut aussi que la France cesse son impensable générosité, cesse même de marcher sur la tête, en subventionnant

outrageusement des étrangers dont on sait parfaitement qu'ils ne sont pas amicaux et en les gardant sur son territoire, tout en continuant de leur verser des allocations, alors qu'ils sont délinquants multirécidivistes : quel autre pays que la France fait cela ? **Mais il faut également en finir avec l'anti-France, ces associations subventionnées pas le contribuable, en grande partie, comme la Cimade, ou France-Terre-d'Asile et bien d'autres**, qui sont des machines à accueillir et à expliquer les droits de l'arrivant, quel qu'il soit, le tout, le plus souvent, dans le respect de « sa » culture, de « sa » religion, sans se souvenir qu'en France aussi, nous avons aussi une culture et une religion.

Se souvenir également que nombre d'entités administratives, départements, régions, agglomérations, municipalités, se sont permis de subventionner des bateaux de sauvetage en Méditerranée dont les actions et les connivences, en lien avec des passeurs, ont souvent été pointées. On sait également, le RPF en avait parlé, qu'il existe un commerce florissant de bateaux gonflables, à usage unique, qui alimente le phénomène migratoire en provenance de la côte sud de la Méditerranée. Autant de raisons qui tendent à montrer qu'on est bien face à du trafic d'êtres humains organisé et pas face à des guerres qui ne seraient dangereuses que pour les jeunes hommes de 15 à 35 ans qui constituent l'essentiel des effectifs de migrants. **Supprimer allocations, subventions, Aide médicale d'État,** mais aussi le droit du sol, seraient les premières mesures de bon sens à mettre en place. **Egalement, solder le passif avec l'Algérie, qui utilise volontiers l'arme migratoire comme mesure de rétorsion contre la France**. Cela passe, nous l'avons déjà écrit, par la mise au panier des accords de 1968 avec ce pays, mais également par des mesures de rétorsions équivalentes, pour obliger ce pays, mais également le Maroc et la Tunisie, à reprendre leurs ressortissants délinquants. Tous les pays y arrivent, sauf

la France, donc c'est possible, il y a bien un manque de volonté politique.

Et le Français médusé est confronté tous les jours à des migrants logés dans des hôtels pendant que des travailleurs pauvres dorment dans des voitures. A des familles fragiles qui attendent des années des logements sociaux donnés à des étrangers. La préférence nationale, n'est pas une mesure d'extrême droite, tous les pays ou presque la pratiquent. C'est juste une mesure de bon sens. Nous en avons régulièrement parlé au RPF, la France doit se doter de statistiques ethniques, afin de mieux cerner les problèmes sociaux et financiers liés à l'immigration, ceci du fait que le pays est confronté, avec la migration arabo-afro-musulmane, à des problématiques culturelles et religieuses qu'il n'a pas rencontrées avec les flux européens ou asiatiques. Au contraire, toutes les possibilités d'évaluation du phénomène migratoire sont rendues caduques grâce à des textes de loi abolissant les différences entre nationaux et étrangers et instaurant, pour les étrangers, la possibilité de recours sans fin, cautionnés par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui fait que la France se condamne chaque fois à accueillir à peu près n'importe qui, à grands frais. Dans le contexte actuel de nos finances et face à l'augmentation d'une délinquance dans laquelle les étrangers sont sur-représentés, en revenir à une politique calquée sur celle des autres pays dans le monde ne relève pas de l'impensable. **On pourrait également demander l'avis des Français sur cette question, par référendum : pour ou contre continuer comme ça ?** L'Allemagne, confrontée comme nous, à la délinquance des étrangers et à plus de difficultés financières qu'avant, a remis en service, ce lundi, le contrôle à ses frontières. Et cela se fait avec un assentiment très majoritaire de la population. Continuer dans la voie actuelle serait donc aller complètement contre la volonté du peuple, ce qui semble être la marque de ce gouvernement qui ne représente désormais plus grand monde.

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□

□